

(N° 85.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1911.

Arrangement entre l'État Belge et MM. les Administrateurs de la Fondation de Niederfullbach (1).

I.

TEXTE DE L'ARRANGEMENT.

Entre les soussignés :

1° L'Etat Belge, représenté par M. L. De Lantsheere, Ministre de la Justice, et M. J. Liebaert, Ministre des Finances ;

2° M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, délégué de Sa Majesté le roi Albert, président ; M. van Maldeghem, premier président de la Cour de cassation de Belgique, administrateur ; M. le baron Goffinet, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, secrétaire des commandements de S. M. Léopold II, administrateur ; M. Henri Pochez, directeur général au Ministère des Finances, administrateur-gérant-trésorier de la fondation ; M. le Conseiller intime de justice D^r Hermann Forkel, avocat et notaire, curateur des fidéicommiss de la maison Ducale Saxonne de Saxe-Cobourg et Gotha, administrateur ; M. le banquier de la Cour, Rodolphe Schraidt, administrateur, agissant :

A. En leur qualité de membres du conseil d'administration de la Fondation de Niederfullbach qu'ils représentent ;

B. En tant que de besoin, en nom personnel.

Il a été dit et convenu ce qui suit :

L'Etat Belge, tout en rendant hommage aux intentions patriotiques qui ont déterminé le roi Léopold II à attribuer à la Fondation de Niederfullbach

(1) Voy. séances de la Chambre des Représentants du 1^{er} février et du 1^{er} mars 1911 (*Annales parlementaires*, 1910-1911, pp. 535 et 796).

les valeurs qu'il s'est cru en droit de lui remettre, soutient que le Roi n'avait plus la libre disposition de ces valeurs qui appartenaient à la Belgique, la cession du Congo, dans les conditions où elle est intervenue, comprenant nécessairement tout ce qui faisait partie du patrimoine de l'Etat Indépendant et du patrimoine de la Fondation de la Couronne.

Les seconds soussignés ont toujours estimé que la Fondation de Niederfullbach est propriétaire de ces valeurs. Mais, considérant, d'une part, qu'après un examen minutieux, ils ont acquis la conviction que la presque totalité, sinon la totalité de ces valeurs, provient, en effet, soit du patrimoine de l'Etat Indépendant du Congo, soit du patrimoine de la Fondation de la Couronne et que la plupart des dites valeurs, qui ne sont pas des titres des emprunts congolais, ont été acquises au moyen de ces emprunts dont la Belgique a repris la charge; considérant, d'autre part, que la Fondation se trouve dans l'impossibilité absolue de remplir les charges, dont sont grevées les attributions de valeurs qui lui ont été faites, ces charges consistant surtout dans des travaux publics qui ne peuvent être exécutés que par le Gouvernement belge, ils estiment qu'il s'agit, entre l'Etat Belge et la Fondation, d'une question qui ne peut être résolue seulement par des raisons de droit et que, dans les circonstances, ils ne peuvent mieux défendre les intérêts que le roi Léopold II leur a confiés et mieux répondre à ses intentions qu'en remettant à la Belgique les valeurs litigieuses.

En conséquence, ils déclarent renoncer, au profit de l'Etat belge, à la propriété des dites valeurs qui appartiendraient à la Fondation.

Le premier soussigné, tout en prétendant que la Fondation n'a jamais eu la propriété de ces valeurs et que celles-ci appartiennent au contraire exclusivement à l'Etat belge, déclare, en vue d'éviter un procès à ce sujet, accepter cette renonciation.

Les seconds soussignés déclarent renoncer, en outre, au profit de l'Etat belge, au bénéfice de la donation faite par S. M. Léopold II, par acte du ministère du notaire Dubost, du 13 décembre 1909.

Ces renonciations sont faites et acceptées aux conditions suivantes :

ART. 1^{er}. — Les seconds soussignés remettront à l'Etat belge la totalité des titres et valeurs énumérées dans l'inventaire annexé au présent arrangement et qui se trouvent notamment à la Banque Nationale, l'Etat se chargeant de transmettre aux ayants droit ceux de ces titres et valeurs qu'il estimerait devoir leur revenir.

L'Etat sera mis en possession effective de ces titres et valeurs dès que les oppositions dont ils sont actuellement frappés auront été levées, à la suite d'une décision judiciaire définitive ou à la suite du consentement des parties intéressées.

ART. 2. — Jusqu'à ce moment, les administrateurs actuels de la Fondation continueront à avoir la gestion de l'administration. L'Etat belge, dans la limite de son pouvoir, s'engage à faciliter, dans la plus large mesure, cette administration et cette gestion.

ART. 3. — L'État belge s'engage à remettre à la Fondation de Niederfullbach un capital de 1,100.000 marks aussitôt qu'il aura été mis en possession effective des titres et valeurs conformément à l'article 1^{er}.

Le dit capital sera remis à la Fondation quitte et libre de toute charge et de toute responsabilité pour celle-ci.

ART. 4. Dans tout procès intenté ou à intenter par des tiers ou à des tiers, les seconds soussignés se conformeront aux instructions de l'Etat belge, quant à l'attitude à observer dans l'instance.

ART. 5. Le gouvernement belge n'a jamais élevé aucune prétention sur le domaine de Niederfullbach, qui provient de la succession de feu S. M. Léopold I^{er}, et dont une partie, notamment, est restée indivise entre feu S. M. le Roi Léopold II et S. M. l'Impératrice Charlotte.

Il s'engage à prêter ses bons offices en vue de faciliter le règlement de cette question.

ART. 6. Chacune des parties contractantes disposera librement des titres et valeurs qui lui seront remis en exécution du présent engagement.

Toutefois, en vue de perpétuer le souvenir de l'Auguste Fondateur, le gouvernement belge se déclare prêt à proposer aux Chambres législatives d'affecter une partie des Fonds à la création d'une œuvre portant le nom de Léopold II et intéressant le Congo.

La Fondation prendra, en vue de son fonctionnement ultérieur en Allemagne, toutes dispositions qu'elle jugera opportunes, sans intervention du gouvernement belge.

ART. 7. L'Etat belge garantit les seconds soussignés contre toute réclamation qui pourrait leur être faite du chef de la présente convention.

ART. 8. Tous les frais généralement quelconques auxquels pourrait donner le présent acte sont à charge du premier soussigné.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 28 janvier 1911.

(Signé) LÉON DE LANT-HEBRE, JUL. LIEBAERT, CAPELLE,
A. VAN MALDEGHEM, BARON GOFFINET, POCHÉZ,
D^r FORKEL, R. SCHRAIDT.

II.

INVENTAIRE.

I. — Fondation de Niederfullbach

1^o Valeurs déposées à la Banque Nationale de Belgique sous le n° 7419A,
« Compte I ».

A. Obligations.

2,509,700 francs Emprunt belge, 3 p. c. — 2^o série.

- 1.285.800 mark Emprunt allemand 3 p. c.
 443,000 mark Emprunt allemand 5 1/2 p. c.
 212,000 mark Emprunt bavarois 4 p. c.
 400,000 francs Emprunt chinois 5 p. c. or. 1903.
 2,448,000 francs Emprunt de l'État Indépendant du Congo 4 p. c., 1901
 (amortissable).
 2,115,500 francs Emprunt de l'État Indépendant du Congo 3 p. c.
 100,000 francs Emprunt russe 4 1/2 p. c. 1909.
 25,000 mark Emprunt de Saxe 3 p. c.
 46.000 mark Emprunt suédois 5 1/2 p. c. 1886.
 55,000 francs Emprunt suisse 3 1/2 p. c., chemins de fer Fédéraux.
 621,200 mark Consolidé prussien 3 1/2 p. c. 1869.
 250,000 mark Bons du Trésor allemand 4 p. c.
 30 obligations de 500 francs 4 p. c. Compagnie auxiliaire des chemins de
 fer au Brésil.
 600 obligations de 500 francs 4 p. c. Compagnie générale des chemins de
 fer secondaires, 1908.
 600 obligations de 500 francs 4 1/2 p. c. 1906, Société anonyme Métallur-
 gique de Sambre et Moselle.
 84 obligations de 500 francs 4 1/2 p. c., 1908. Société anonyme Métallur-
 gique de Sambre et Moselle.
 115 obligations de 500 francs 5 p. c. Société anonyme des Mines du
 Luhan.

B. Actions.

- 84 actions de 3,000 mark Banque de l'Empire allemand.
 180 actions de 500 mark Banque de Brunswick.
 145 actions de 1,200 mark Banque de Dresde.
 90 actions de 600 mark Banque de Saxe.
 100 actions de 1,000 francs Banque Nationale de Belgique.
 100 parts de réserve (1/32,000^e) Société générale de Belgique.
 692 actions de 100 dollars Canadian Pacific Rai'way Company.
 29 actions de 500 francs (libérées de 300 francs) Compagnie des Chemins
 de fer Départementaux.
 19,396 actions de 1 livre sterling The Chinese Engineering and Mining
 Company Limited.
 400 actions de 10 livres sterling National Bank of Egypt.
 1,000 actions ordinaires de 5 livres sterling Agricultural Bank of Egypt.
 304 actions de capital de 100 dollars International Banking Corporation
 (certificat nominatif).

2° Valeurs dont le dépôt n'a pas été effectué à la Banque Nationale de Belgique.

5,250 actions de 500 francs de la Société civile Immobilière de séjour et d'Exploitation horticole de la Côte d'Azur (certificats nominatifs).

1,010 actions de 1,000 francs de la Compagnie Foncière Industrielle et Commerciale pour la Conservation et l'Embellissement des Sites (certificats nominatifs).

II. — Fonds spécial.

1° Valeurs déposées à la Banque National de Belgique sous le n° 11692A « Compte II ».

A. Obligations.

- 175,000 mark Emprunt allemand 3 p. c.
- 1,827,600 francs, emprunt belge 3 p. c., 2^e série.
- 215,000 francs emprunt chinois 5 p. c. or 1903.
- 461,000 francs emprunt chinois 4 p. c. or 1903.
- 8,000 livres sterling emprunt brésilien 4 p. c. 1889.
- 9,076,500 francs emprunt de l'État Indépendant du Congo 4 p. c. 1901 (amortissable).
- 755,000 francs emprunt égyptien unifié 4 p. c.
- 467,000 francs emprunt égyptien privilégié 3 1/2 p. c.
- 510,000 francs emprunt russe 4 1/2 p. c. 1909 N (8^e série).
- 5,700 livres sterling emprunt ottoman 4 p. c. 1891 (Tribut d'Égypte).
- 550,000 francs emprunt suisse 5 1/2 p. c. des chemins de fer fédéraux.
- 525,000 francs consolidé des chemins de fer russes 4 p. c. 1889 (1^{re} et 2^e séries).
- 350,800 mark consolidé prussien 3 1/2 p. c. 1876.
- 9 obligations de 25 francs ville d'Ostende 1858 (sans intérêt).
- 35 obligations de 500 francs 3 p. c. chemins de fer de Braine-le-Comte à Gand.
- 650 obligations de 500 francs 4 p. c. 1909, Société générale des Chemins de fer Économiques.
- 412 obligations de 20 livres sterling 6 p. c. The Chinese Engineering and Mining Company Limited.
- 999 obligations de 100 francs Lots de l'État Indépendant du Congo 1888 (sans intérêt).
- 226 obligations de 500 francs 3 p. c. Chemins de fer du Nord (français).
- 32 obligations de 45 francs Ville de Milan 1861 (sans intérêt).
- 109 obligations de 500 francs 3 p. c. Chemins de fer Varsovie-Vienne (1^{re} série).
- 272 obligations de 500 francs 4 p. c. Chemins de fer Varsovie-Vienne (9^e série).

B. Actions.

- 214 actions de 3,000 mark Banque de l'Empire d'Allemagne.
- 27 actions de 1,200 mark, Caisse d'Escompte de Berlin.
- 158 actions de 1,000 mark Banque de Francfort.
- 12 actions de 400 couronnes Lloyd Autrichien.

- 416 actions de 500 francs Chemins de fer Sud-Autriche (Lombards).
 20 actions de jouissance (sans désignation de valeur) Chemins de fer Sud-Autriche (Lombards).
 184 actions de 100 florins Compagnie des Tramways de Trieste (1^{re} émission).
 18 actions de jouissance (sans désignation de valeur) Compagnie des Tramways de Trieste.
 50 actions de 1,000 francs Banque Nationale de Belgique.
 124 actions de capital 5 p. c. de fr. 1,058.20 Société générale de Belgique.
 55 parts de réserve (1/52,0 10^e) Société générale de Belgique.
 75 actions de 1,000 francs Crédit Foncier de Belgique.
 375 actions privilégiées de 500 francs Les Tramways Bruxellois.
 250 actions de priorité (sans désignation de valeur) Société Industrielle et Agricole au Brésil.
 20 actions de capital de 500 francs Chantier Naval Anversois.
 20 actions de dividende (sans désignation de valeur) Chantier Naval Anversois.
 389 actions (sans désignation de valeur) Charbonnage de Maurage.
 945 actions de 500 francs Charbonnages de Helchteren et Zolder.
 7,415 actions de 500 francs Banque Sino-Belge.
 800 actions de 250 francs Compagnie Générale des Chemins de fer et Tramways en Chine.
 31,951 actions de 1 livre sterling The Chinese Engineering and Mining Company Limited dont (31,850 en 54 certificats nominatifs et 81 au porteur).
 500 actions de 500 francs Société anonyme des Mines du Luhan.
 477 actions ordinaires de 500 francs Compagnie du Chemin de fer du Congo (Série A).
 8 actions de jouissance (sans désignation de valeur) Compagnie du Chemin de fer du Congo.
 49 actions privilégiées de 500 francs Compagnie du Lomami.
 50 actions ordinaires (sans désignation de valeur) Compagnie du Lomami.
 6 actions de jouissance (sans désignation de valeur) Compagnie du Lomami.
 1 action privilégiée de 500 francs Société anonyme Belge pour le commerce du Haut-Congo.
 2 actions Société Anversoise du Commerce au Congo.
 20 dixièmes de parts sociales Société Abir.
 120 actions de 250 francs Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands-Lacs Africains.
 500 actions de capital de 100 francs Tramways Electriques en Espagne.
 250 actions de dividende (sans désignation de valeur) Tramways Electriques en Espagne.
 10 actions de jouissance (sans désignation de valeur) Chemins de fer du Nord (Français).
 229 actions de 500 francs Chemin de fer Paris à Orléans.

53 actions de jouissance (sans désignation de valeur) Chemins de fer Paris à Orléans.

108 actions de 500 francs Chemins de fer Paris à Lyon et à la Méditerranée.

1 action de jouissance (sans désignation de valeur) Chemins de fer Paris à Lyon et à la Méditerranée.

550 actions de 500 francs (libérées de 500 francs) Compagnie des Chemins de fer Départementaux.

188 actions de 100 francs Tramways de Lille.

15 actions de jouissance (sans désignation de valeur) Tramways de Lille.

200 parts de fondateur (sans désignation de valeur) Société française de Tramways Électriques et de Chemins de fer.

58 actions de 1.000 florins Banque néerlandaise.

172 actions de 1.200 mark Banque de Dresde.

100 actions de 1.000 francs Société Belge de Chemins de fer en Chine (certificat nominatif).

320 actions de capital de 500 francs Société Internationale Forestière et Minière du Congo (certificat nominatif).

520 actions de dividende (sans désignation de valeur Société Internationale Forestière et Minière du Congo certificats nominatifs.

2° Valeurs dont le dépôt n'a pas été effectué à la Banque Nationale de Belgique :

75 actions de capital de 1.000 francs (libérées de 10 p. c.) Crédit Foncier de Belgique (certificat nominatif).

2.100 actions de 500 francs Charbonnage de Bray-Maurage et Boussoit (en liquidation).

200 actions de 1.000 libérées de 75 p. c. Société Anversoise de sondage (certificat nominatif).

1.500 actions de 500 francs (libérées de 20 p. c.) Charbonnages de Helchteren et Zolder (certificats nominatifs).

10 actions de 1.200 francs Banque de France.

Vu pour être annexé à l'arrangement du 28 janvier 1911.

(Signé) LÉON DE LANTSHEERE, JUL. LIEBAERT, CAPELLE,
VAN MALDEGHEM, BARON GOFFINET, D^r FORKEL,
POCHEZ, R. SCHRAIDT.

III

TEXTE DE LA DÉCLARATION DU ROI.

Au moment où il va être procédé à la signature de l'arrangement entre le Gouvernement belge et Messieurs les administrateurs de la Fondation de Niederfullbach, S. M. le Roi Albert, tant en son nom qu'au nom de LL. AA. RR.

le Prince Léopold, Duc de Brabant, et le Prince Charles-Théodore, Comte de Flandre; et se portant fort pour eux, déclare renoncer au bénéfice des dispositions arrêtées par S. M. le Roi Léopold II, en faveur des Agnats belges de la Maison de Saxe-Cobourg et Gotha, dans l'Acte constitutif des statuts de la Fondation, du 9 septembre 1907.

S. M. le Roi Albert déclare, en outre, se réserver de faire connaître, lors de l'exécution du présent acte les décisions qu'Il aurait jugé opportun de prendre en ce qui concerne la haute présidence de la Fondation.

La présente déclaration produira ses effets en même temps que l'arrangement conclu aujourd'hui entre le gouvernement belge et MM. les administrateurs de la Fondation; la non-exécution du dit arrangement la rendrait inopérante et sans valeur.

Fait à Bruxelles, le 28 janvier 1911.

(Signé) ALBERT.

Les soussignés, administrateurs de la Fondation de Niederfullbach, déclarent accepter la renonciation faite ci-dessus par S. M. le Roi Albert.

Bruxelles, le 28 janvier 1911.

(Signé) CAPELLE, VAN MALDEGHEM, baron GOFFINET,
D^r FORKEL, R. SCHRAIDT, POCHÉZ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 1 MAART 1911.

Vergelijk gesloten tusschen den Belgischen Staat en de heeren Beheerders van de Niederfullbachstichting (1).

1.

TEKST VAN HET VERGELIJK.

Tusschen ondergeteekenden, zijnde :

1^o De Belgische Staat, vertegenwoordigd door den heer L. De Lantsheere, Minister van Justitie, en den heer L. Liebaert, Minister van Financiën ;

2^o De heer Capelle, Buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister, afgevaardigde van Zijne Majesteit Koning Albert, voorzitter ; de heer van Maldeghem, eerste voorzitter van het Hof van cassatie van België, beheerder ; baron Goffinet, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister, kabinetssecretaris van Z. M. Leopold II, beheerder ; de heer Hendrik Pochez, directeur-generaal bij het Ministerie van Financiën, beheerder-zaakvoerder-kashouder der Stichting ; de heer justitie-geheimraad D^r Hermann Forkel, advocaat en notaris, curator van de fidei-commissen van het Saksische Hertogelijk Huis van Saksen-Coburg en Gotha, beheerder ; de heer hofbankier Rudolf Schraidt, beheerder, handelende :

A. Als leden van den raad van beheer der Niederfullbachstichting, welke zij vertegenwoordigen ;

B. Voor zooveel noodig, in eigen naam ;

Is gezegd en overeengekomen als volgt :

De Belgische Staat, hulde brengende aan de vaderlandlievende inzichten die Koning Leopold II tot het besluit brachten, aan de Niederfullbachstichting de waarden toe te kennen, die hij meende het recht te hebben haar te schenken, beweert dat de Koning niet meer vrij kon be-

(1) Z. Vergaderingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers : 1 Februari en 1 Maart 1911 (*Handelingen*, 1910-1911, blz. 535 en 796.)

over deze waarden welke aan België toebehoorden, vermits de afstand van Congo, zooals deze geschiedde, noodzakelijk alles bevatte wat deel uit maakte van het erfgoed van den Onafhankelijken Staat en van het erfgoed van de Kroonstichting.

De tweede ondergeteekenden hebben steeds gemeend, dat de Niederfullbachstichting eigenares was van deze waarden. Doch overwegende, eensdeels, dat, na een nauwkeurig onderzoek, zij de overtuiging hebben gekregen dat bijna de geheelheid, zooniet de algeheelheid dezer waarden inderdaad voortkomt hetzij van het erfgoed van den Onafhankelijken Congostaat, hetzij van het erfgoed van de Kroonstichting, en dat de meesten van genoemde waarden, die geene titels zijn van de Congoleese leeningen, werden aangekocht door middel van deze leeningen, waarvan België den last op zich heeft geladen; overwegende, anderdeels, dat de Stichting zich in de volstrekte onmogelijkheid bevindt de lasten na te komen, die op de haar gedane toekenning van waarden drukken, deze lasten bestaande vooral in openbare werken welke enkel door de Belgische Regeering kunnen worden uitgevoerd, zijn zij van gevoelen dat het, tusschen den Belgischen Staat en de Stichting eene kwestie geldt, welke niet alleen door redenen van recht kan worden opgelost, en dat zij, onder deze onstandigheden, de belangen, hun door Koning Leopold II toevertrouwd, niet beter kunnen verdedigen en ook dat zij niet beter kunnen beantwoorden aan dezes inzichten, dan door de waarden, waaromtrent geschil is opgerezen, aan België terug te schenken.

Bi jgevolgverklaren zij af te zien, ten voordeele van den Belgischen Staat, van den eigendom van genoemde waarden welke aan de Stichting zouden behooren.

De eerst ondergeteekende, bewerende dat de Stichting nooit den eigendom van bedoelde waarden heeft gehad en dat deze, integendeel, uitsluitend toebehooren aan den Belgischen Staat, verklaart, ten einde daarover een rechtsgeding te vermijden, dezen afstand aan te nemen.

De tweede ondergeteekenden verklaren, bovendien, afstand te doen, ten voordeele van den Belgischen Staat, van de schenking door Z. M. Leopold II gedaan bij akte van notaris Dubost, op 13 December 1909.

Deze afstanddoening wordt gedaan en aanvaard onder de volgende voorwaarden :

ART. 1. De tweede ondergeteekenden zullen aan den Belgischen Staat afgeven al de titels en waarden, opgesomd in den aan deze schikking toegevoegden inventaris en die namelijk in de Nationale Bank berusten, de Staat zich gelastende aan de rechthebbenden diegene van deze titels en waarden over te maken, welke hij zou achten hun toe te komen.

De Staat zal in het werkelijk bezit van deze titels en waarden worden gesteld, zoodra de beslaglegging, die ze thans bezwaart, zal worden opgeheven ingevolge eene rechterlijke eindbeslissing of ingevolge de toestemming van de belanghebbende partijen.

ART. 2. Tot dat oogenblik, zullen de huidige administrateurs der Stichting voortgaan deze te beheeren en te besturen. De Belgische Staat, zoover

zijne macht reikt, verbindt zich om, in de ruimste mate, dit beheer en dit bestuur te vergemakkelijken.

ART. 3. De Belgische Staat verbindt zich, aan de Niederfullbachstichting een kapitaal van 1,100.000 mark te geven, zoodra hij zal zijn gesteld in het werkelijk bezit van de titels en waarden, overeenkomstig artikel 1.

Gezegd kapitaal zal aan de Stichting worden gegeven, vrij en zuiver van alle lasten, alsmede van alle aansprakelijkheid voor deze.

ART. 4. In elk geding, ingesteld of in te stellen door derden, of tegen derden, zullen de tweede ondergeteekenden zich gedragen naar de onderrichtingen van den Belgischen Staat, wat betreft de houding aan te nemen in de rechtsvordering.

ART. 5. De Belgische Regeering maakte nooit eenige aanspraak op het domein van Niederfullbach, voortkomende uit de nalatenschap van wijlen Z. M. Leopold I en waarvan een gedeelte, namelijk, onverdeeld is gebleven tusschen wijlen Z. M. Koning Leopold II en H. M. Keizerin Charlotte.

Zij verbindt zich hare goede bemiddeling te leenen ten einde het regelen van deze zaak te vergemakkelijken.

ART. 6. Ieder der contracteerende partijen zal vrij beschikken over de titels en de waarden die haar zullen worden gegeven in uitvoering van deze verbintenis.

Nochtans, ten einde de nagedachtenis van den Doorluchtigen Stichter te vereeuwigen, verklaart de Belgische Regeering zich bereid aan de wetgevende Kamers voor te stellen, een gedeelte der Fondsen te gebruiken voor een werk, in het belang van Congo, tot stand te brengen onder den naam van Leopold II.

Met het oog op hare latere werking in Duitschland, zal de Stichting, zonder tusschenkomst van de Belgische Regeering, de maatregelen nemen die zij geschikt acht.

ART. 7. — De Belgische Staat waarborgt de tweede ondergeteekenden tegen elke vordering die tegen hen zou kunnen worden gericht uit hoofde van deze overeenkomst.

ART. 8. — Al de kosten, om 't even welke, die uit deze akte kunnen voortspruiten, komen ten laste van den eersten ondergeteekende.

Opgemaakt in dubbel exemplaar, te Brussel, den 28ⁿ Januari 1911.

(Get.) LÉON DE LANTSHEERE, JUL. LIEBAERT, CAPELLE,
A. VAN MALDEGHEM, BARON GOFFINET, POCHÉZ,
D^r FORKEL, R. SCHRAIDT.

II

INVENTARIS.

I. — Niederfullbachstichting.

1^o Waarden in de Nationale Bank van België neergelegd onder n^o 7419^a, « Rekening I ».

A. Obligatiën.

- 2,309.700 frank Belgische leening 3 t. h. 2^e reeks.
 1.283,800 mark Duitse leening 3 t. h.
 443.000 mark Duitse leening 3 1/2 t. h.
 212,000 mark Beiersche leening 4 t. h. †
 400.000 frank Chineesche leening 3 t. h. goud 1903.
 2,448,000 frank Leening van den Onafhankelijken Congostaat 4 t. h. 1901 (aflosbaar).
 2,115,500 frank Leening van den Onafhankelijken Congostaat 3 t. h.
 100,000 frank Russische leening 4 1/2 t. h. 1909.
 23.000 mark Saksische leening 3 t. h.
 46.000 mark Zweedsche leening 3 1/2 t. h. 1886.
 53,000 frank Zwitsersche leening 3 1/2 t. h. (Bondsspoorwegen).
 621,200 mark Pruisische geconsolideerde Schuld 3 1/2 t. h. 1869.
 230,000 mark Duitse Schatkistbijetten 4 t. h.
 50 obligatiën van 500 frank 4 t. h. « Compagnie auxiliaire des Chemins de fer du Brésil ».
 600 obligatiën van 500 frank 4 t. h. « Compagnie générale de Chemins de fer secondaires » 1908.
 600 obligatiën van 500 frank 4 1/2 t. h. 1906 « Société anonyme Métallurgique de Sambre et Moselle ».
 84 obligatiën van 500 frank 4 1/2 t. h. 1908 « Société anonyme Métallurgique de Sambre et Moselle ».
 115 obligatiën van 500 frank 3 t. h. « Société anonyme des Mines du Luhan ».

B. Aandeelen.

- 84 aandeelen van 3,000 mark Duitse Rijksbank.
 180 aandeelen van 300 mark Bank van Brunswijk.
 143 aandeelen van 1,200 mark Bank van Dresden.
 90 aandeelen van 600 mark Bank van Saksen.
 100 aandeelen van 1,000 frank National Bank van België.
 100 reserveaandeelen (1/52.000^e) « Société Générale de Belgique ».
 692 aandeelen van 100 dollars « Canadian Pacific Railway Company ».
 29 aandeelen van 500 frank (waarop gestort 500 frank) « Compagnie des Chemins de fer Départementaux ».

19,396 aandeele van 1 pond sterling « The Chinese Engineering and Mining Company Limited ».

400 aandeele van 10 pond sterling « National Bank of Egypt ».

1,000 gewone aandeele van 5 pond sterling « Agricultural Bank of Egypt ».

304 kapitaalsaandeele van 100 dollars « International Banking Corporation » (bewijzen op naam).

2^o Waarden, die niet werden neergelegd in de Nationale Bank van België :

3,230 aandeele van 500 frank der « Société civile Immobilière de séjour et d'exploitation agricole de la Côte d'Azur » (bewijzen op naam).

1,010 aandeele van 1,000 frank der « Compagnie foncière industrielle et commerciale pour la conservation et l'embellissement des Sites » (bewijzen op naam).

II. — Bijzonder Fonds.

1^o Waarden in de Nationale Bank van België neergelegd onder n^o 11692 « rekening 11 ».

A. Obligatiën.

173,000 mark Duitsche leening 3 t. h.

1,827,600 frank Belgische leening 3 t. h. (2^o reeks).

215,000 frank Chineesche leening 3 t. h. goud 1903.

461,600 frank Chineesche leening 4 t. h. goud 1893.

8,000 pond sterling Braziliaansche leening 4 t. h. 1889.

9,076,500 frank Leening van den Onafhankelijken Congostaat 4 t. h. 1901 (aflosbaar).

753,000 frank Egyptische leening (unif.) 4 t. h.

467,000 frank Egyptische geprivilegieerde leening 3 1/2 t. h.

310,000 frank Russische leening 4 1/2 t. h. 1909_N (8^o reeks).

5,700 pond sterling Turksche leening 4 t. h. 1891 (Schatting betaald door Egypte).

350,000 frank Zwitsersche leening 3 1/2 p. c. der Bondsspoorwegen.

523,000 frank geconsolideerde schuld der Russische Spoorwegen 4 t. h. 1889 (1^o en 2^o reeks).

350,800 mark Pruisische geconsolideerde Schuld 3 1/2 t. h. 1876.

9 obligatiën van 23 frank Stad Oostende 1858 (zonder interest).

33 obligatiën van 500 frank 3 t. h. « Chemin de fer de Braine-le-Comte à Gand ».

650 obligatiën van 500 frank 4 t. h. 1909 « Société générale des Chemins de fer économiques ».

412 obligatiën van 20 pond sterling 6 t. h. « The Chinese Engineering and Mining Company Limited ».

999 obligatiën van 100 frank loten van den Onafhankelijken Congostaat 1888 (zonder interest).

226 obligatiën van 500 frank 3 t. h. « Chemins de fer du Nord (français) ».

32 obligatiën van 43 frank Stad Milaan 1861 (zonder interest).

109 obligatiën van 500 frank 3 t. h. Spoorwegen Warschau-Weenen (1^e reeks).

272 obligatiën van 500 frank 4 t. h. Spoorwegen Warschau-Weenen (9^e reeks).

B. *Aandeelen.*

214 aandeelen van 3,000 mark Deutsche Rijksbank.

27 aandeelen van 1,200 mark Disconto-Kas van Berlijn.

158 aandeelen van 1,000 mark Bank van Frankfort.

12 aandeelen van 400 kronen Oostenrijksche Lloyd.

416 aandeelen van 500 frank Zuid-Oostenrijksche Spoorwegen (Lombardische).

20 geprivilegieerde aandeelen (zonder aanduiding van waarde) Zuid-Oostenrijksche Spoorwegen (Lombardische).

184 aandeelen van 100 florijnen « Compagnie des Tramways de Trieste (1^{ste} uitgifte).

18 winstaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Compagnie des Chemins de fer de Trieste ».

50 aandeelen van 1,000 frank Nationale Bank van België.

124 kapitaalsaandeelen 5 t. h. van fr. 1,058.20 « Société générale de Belgique ».

33 reserve aandeelen (1/32 000^e) « Société générale de Belgique ».

75 aandeelen van 1,000 frank Belgisch Grondkrediet.

375 geprivilegieerde aandeelen van 300 « Les Tramways Bruxellois ».

250 prioriteitsaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Société Industrielle et Agricole au Brésil ».

20 kapitaalsaandeelen van 500 frank « Chantier Naval Anversois ».

20 dividendaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Chantier Naval Anversois ».

389 aandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Charbonnage de Maugrage ».

945 aandeelen van 500 frank « Kolenmijnen van Helchteren en Zolder ».

7,415 aandeelen van 500 frank « Banque Sino-Belge ».

800 aandeelen van 250 frank « Compagnie générale des Chemins de fer et de Tramways en Chine ».

31,931 aandeelen van 1 pond sterling « The Chinese Engineering and Mining Company Limited » (waarvan 31,850 en 54 bewijzen op naam en 81 aan toonder).

500 aandeelen van 500 frank « Société anonyme des Mines du Luhan ».

477 gewone aandeelen van 500 frank « Compagnie du Chemin de fer du Congo » (reeks A).

8 winstaandeelen (zonder aanwijzing van waarde) « Compagnie du Chemin de fer du Congo ».

49 geprivilegieerde aandeelen van 500 frank « Compagnie du Lomami ».

50 gewone aandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Compagnie du Lomami ».

6 winstaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Compagnie du Lomani ».

1 geprivilegieerd aandeel van 500 frank « Société anonyme Belge pour le commerce du Haut-Congo ».

2 aandeele « Société Anversoise du Commerce au Congo ».

20 tienden van bewijzen van aandeel in de « Société Abir ».

120 aandeele van 250 frank « Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands-Lacs Africains ».

500 kapitaalsaandeelen van 100 frank « Tramways Electriques en Espagne ».

250 dividendaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Tramways Electriques en Espagne ».

10 winstaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Chemins de fer du Nord (Français) ».

229 aandeele van 500 frank « Chemin de fer Paris à Orléans ».

53 winstaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Chemins de fer Paris à Orléans ».

108 aandeele van 500 frank « Chemins de fer Paris à Lyon et à la Méditerranée ».

1 winstaandeel (zonder aanduiding van waarde) « Chemins de fer Paris à Lyon et à la Méditerranée ».

550 aandeele van 500 frank (waarop gestort 500 frank) « Compagnie des Chemins de fer Départementaux ».

188 aandeele van 100 frank « Tramways de Lille ».

13 winstaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Tramways de Lille ».

200 oprichtersaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Société française de Tramways Electriques et de Chemins de fer ».

38 aandeele van 1,000 gulden Nederlandsche Bank.

172 aandeele van 1,200 mark Bank van Dresden.

100 aandeele van 1,000 frank « Société belge de Chemins de fer en Chine » (bewijs op naam).

320 kapitaalsaandeelen van 500 frank « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » (bewijs op naam).

320 dividendaandeelen (zonder aanduiding van waarde) « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » (bewijzen op naam).

2° Waarden, die niet werden neergelegd in de Nationale Bank van België :

75 kapitaalsaandeelen van 1,000 frank, waarop gestort 10 t. h., « Crédit Foncier de Belgique » (bewijs op naam).

2,100 aandeele van 500 frank « Charbonnage de Bray-Maurage et Boussoit » (liquideerend).

200 aandeele van 1,000 frank, waarop gestort 75 t. h., « Société Anversoise de sondage » (bewijs op naam).

1,500 aandeele van 500 frank, waarop gestort 20 t. h., « Kolenmijnen van Helchteren en Zolder » (bewijs op naam).

10 aandeele van 1,200 frank « Banque de France ».

Gezien, tot toevoeging aan de minnelijke schikking van 28 Januari 1911.

(Geteekend) : LÉON DE LANTSHEERE, JUL. LIEBAERT, CAPELLE, VAN MALDEGHEM, BARON GOFFINET, D^r FORKEL, POCHÉZ, R. SCHRAIDT.

II.

TEKST VAN DE VERKLARING DES KONINGS.

Op het oogenblik dat wordt overgegaan tot het onderteekenen van de minnelijke schikking, getroffen tusschen de Belgische Regeering en de heeren beheerders van de Niederfullbachstichting, verklaart Z. M. Koning Albert, zoowel in zijnen naam als in naam van HH. KK. HH. Prins Léopold, Hertog van Brabant, en Karel-Theodoor, Graaf van Vlaanderen, en zich sterk makend voor dezen, afstand te doen van de weldaad der schikkingen, door Z. M. Koning Leopold II genomen ten gunste van de Belgische Agnaten van het Huis van Saksen-Coburg en Gotha, in de Akte tot vaststelling van de statuten der Stichting, onder dagteekening van 9 September 1907.

Daarenboven verklaart Z. M. Koning Albert zich het recht voor te behouden om, bij de uitvoering van deze akte, de door hem raadzaam bevonden beslissingen te doen kennen wat betreft het hooge voorzitterschap der Stichting.

Deze verklaring treedt in werking terzelfder tijd als het vergelijk, heden ten dage getroffen tusschen de Belgische Regeering en de heeren beheerders van de Stichting; het niet-uitvoeren van gezegd vergelijk zou deze verklaring zonder uitwerking en zonder waarde maken.

Opgemaakt te Brussel, den 28^{en} Januari 1911.

(Get.) ALBERT.

De ondergeteekenden, beheerders van de Niederfullbachstichting, verklaren te aanvaarden bovenstaande afstanddoening, gedaan door Z. M. Koning Albert.

Brussel, 28 Januari 1911.

(Get.) CAPELLE, VAN MALDEGHEM, BARON GOFFINET,
D^r FORKEL, R. SCHRAIDT, POCHÉZ.

